

**(F. n° 7).** — Est nommé membre : de la Commission des pensions [17 juillet 1951] **(F. n° 5)**; de la Commission de comptabilité [17 juillet 1951] **(F. n° 5)**.

#### Dépôt :

Le 27 juillet 1951, un rapport au nom de la Commission de comptabilité concernant l'ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française pour l'exercice 1951, **n° 377**.

Son décès est annoncé à l'Assemblée [21 août 1951] (p. 6356).

**AUBRY (M. Paul)**, Député de la Haute-Marne (R. R. S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur [17 juillet 1951] **(F. n° 5)**, [29 juin 1954] **(F. n° 403)**, [18 janvier 1955] **(F. n° 482)**; de la Commission de la production industrielle [20 janvier 1953] **(F. n° 216)**, [19 janvier 1954] **(F. n° 341)**.

#### Dépôts :

Le 21 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger l'arrêté du 24 mars 1943 et à remettre en vigueur le décret du 2 août 1938 relatif à la suppléance électrique des receveurs-distributeurs, **n° 1661**. — Le 1<sup>er</sup> avril 1952, une proposition de loi tendant à exonérer des cotisations pour charges sociales les répartitions de bénéfices au personnel des entreprises industrielles et commerciales, **n° 3151**. — Le 30 octobre 1953, une proposition de loi tendant à l'intégration de tous les chefs de bureau et rédacteurs des préfectures dans le corps des attachés de préfecture, ainsi que tous les commis de préfecture nommés avant le 1<sup>er</sup> janvier 1949, dans le corps des secrétaires administratifs de préfecture, **n° 7033**. — Le 1<sup>er</sup> mars 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à promouvoir dans le corps des commissaires de police, les officiers de police et officiers de police adjoints, titulaires d'une

licence d'enseignement supérieur et admissibles au bénéfice des dispositions de l'ordonnance du 15 juin 1945, **n° 10228**.

#### Interventions :

Prend part à la discussion : des interpellations sur la Tunisie et le Maroc : *Son ordre du jour approuvant les déclarations du Gouvernement* [27 août 1954] (p. 4338); — des interpellations sur les Etablissements français de l'Inde : *Son ordre du jour approuvant l'attitude du Gouvernement, touchant les négociations en cours* [27 août 1954] (p. 4355); *le soutient (ibid)*. — Prend part au débat d'interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement (Accords de Londres) : *Son ordre du jour : « Fait confiance au Gouvernement », et repoussant toute addition...* [8 octobre 1954] (p. 4644); *Son ordre du jour rectifié : ...Fait confiance au Gouvernement « pour poursuivre ces négociations »...* (p. 4646); *Son nouvel ordre du jour rectifié : ...Fait confiance au Gouvernement pour poursuivre ces négociations et « appliquer la politique qu'il a exposée à la tribune »...* (p. 4655); *Ses explications de vote sur la question de confiance; Rejet de tout ordre du jour trop rigide liant le Gouvernement en matière internationale (Retour à la tradition parlementaire de 1900 à 1940); Succès obtenus à Londres (Engagement britannique, garanties entourant le réarmement allemand); Choix nécessaire (ou les Accords... ou le néant)* [12 octobre 1954] (p. 4668, 4669).

**AUDEGUIL (M. Jean Fernand)**, Député de la Gironde (1<sup>re</sup> circonscription) (S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé membre : de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 juillet 1951] **(F. n° 5)**, [20 janvier 1953] **(F. n° 216)**, [19 janvier 1954] **(F. n° 341)**, [18 janvier 1955] **(F. n° 482)**.

#### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (EDUCATION NATIONALE ; SUBVENTIONS A L'ENSEIGNEMENT LIBRE ; Art. 5 : *Son amendement tendant à maintenir les crédits pour les*